

Le ministre cubain des Affaires étrangères plaide à l'ONU pour un ordre international sans blocus ni mesures coercitives

Image not found or type unknown

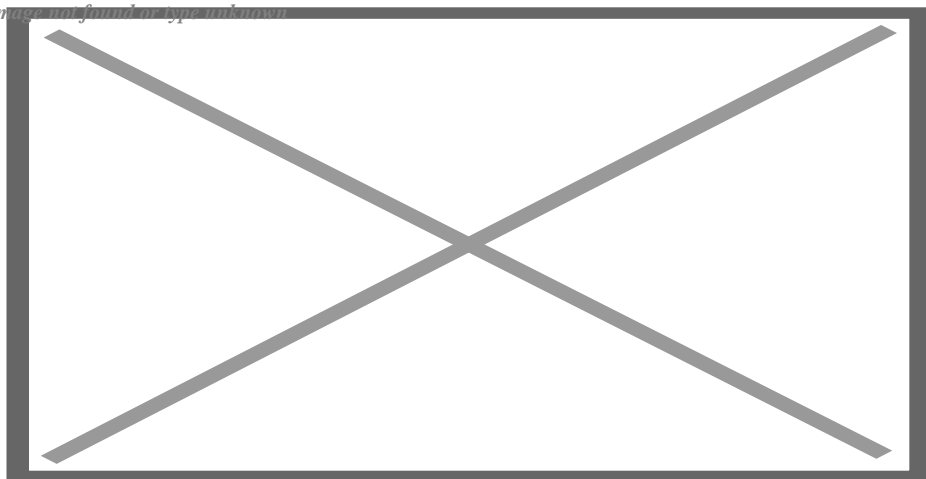


Photo: cubaminrex.cu

Nations Unies, 29 sept. (RHC) Cuba a plaidé samedi aux Nations Unies pour un ordre international sans blocus ni mesures coercitives, basé sur le multilatéralisme et dans le plein respect de la Charte des Nations Unies et du droit international.

C'est ce qu'a demandé le ministre des Affaires étrangères du pays caribéen, Bruno Rodríguez, lors de son intervention dans le cadre du débat général, qui a mis l'accent sur la nécessité d'une nouvelle coexistence civilisée entre les nations, où prévalent la solidarité, la coopération, l'intégration et le règlement pacifique des différends.

Le ministre des affaires étrangères a dénoncé la détermination persistante du gouvernement nord-américain à déterminer le sort de la nation voisine.

« Il s'agit d'une vieille ambition ancrée dans la doctrine Monroe qui définit la nature impérialiste, dominante et hégémonique de la politique américaine à l'égard de Cuba et de la région de notre Amérique », a-t-il déclaré.

À cet égard, il a mis en garde contre les dommages visibles et indiscutables causés par le siège économique de Washington, conçu comme l'une des principales armes d'agression pour détruire l'économie cubaine.

Cette politique, a-t-il dénoncé, vise à empêcher les revenus financiers, à provoquer l'effondrement et à générer une situation d'instabilité politique et sociale.

Le blocus économique, commercial et financier est également politique, technologique et communicationnel, a déclaré le diplomate.

En outre, il s'accompagne d'une campagne de désinformation et de calomnie des plus féroces, de tentatives permanentes d'ingérence dans les affaires intérieures et d'une tolérance complice à l'égard des groupes qui organisent des actes violents et terroristes contre Cuba depuis le territoire des États-Unis, a-t-il rejeté.

Bruno Rodríguez a rappelé que de telles actions violaient le droit international, contrevenaient aux objectifs et aux principes des Nations unies ainsi qu'à ceux de nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale elle-même.

Cependant, le siège a été renforcé par l'inclusion de Cuba dans la liste des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme, une désignation considérée comme frauduleuse.

En vertu de cette désignation, des actions de représailles sont déclenchées contre Cuba qui, de manière extraterritoriale, dépassent le cadre de la juridiction souveraine des États-Unis et sont menées dans et contre n'importe quel pays.

À cet égard, il a rappelé qu'en mai dernier, le département d'État nord-américain a lui-même reconnu que Cuba coopérait pleinement à la lutte contre le terrorisme.

« Cette simple reconnaissance de la vérité n'a pas assoupli les mesures coercitives du blocus, mais elle rend la présence de Cuba cette liste plus insolite », a souligné le ministre des affaires étrangères.

Malgré les relations tendues avec son voisin du nord, le diplomate de La Havane a plaidé pour une relation affective et constructive avec les États-Unis.

Quel que soit le résultat des prochaines élections présidentielles, Cuba continuera à défendre son droit souverain à l'indépendance et à construire le socialisme comme les Cubains l'ont décidé, sans ingérence étrangère, a-t-il souligné. (PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/366364-le-ministre-cubain-des-affaires-etrangeres-plaide-a-lonu-pour-un-ordre-international-sans-blocus-ni-mesures-coercitives>



Radio Habana Cuba